



Droit international en droit interne

Développements récents et perspectives comparées

Conférence organisée par :

Stéphane Beaulac

Miriam Cohen

Sarah-Michèle Vincent-Wright

Panélistes

Paula W. Almeida (Fundação
Getúlio Vargas, Rio de Janeiro)

Lise Brun (UdeM)

Anna Facchinetti
(Università di Pavia)

Ysolde Gendreau (UdeM)

Vladyslav Lanovoy (U. Laval)

Derek McKee (UdeM)

Frédéric Mégret (McGill)

Errol P. Mendes (U. d'Ottawa)

Pietro Pustorino (LUISS, Rome)

Catherine Régis (UdeM)

Cette activité vous permettra d'obtenir
une attestation de participation
représentant 5 h 30 de formation continue.

Conférence

Vendredi 1^{er} septembre 2023 – 9h00 à 16h20

Conférence bilingue suivie d'un cocktail à 16h20

Salon François-Chevrette (A-3464) + zoom

Date limite d'inscription : 30 août 2023

Inscription : chaire-jidf@umontreal.ca



Chaire de recherche du Canada
sur les droits humains
et la justice réparatrice internationale



CANADA RESEARCH CHAIRS
CHAIRES DE RECHERCHE DU CANADA

LUISS 

University - Rome



International Commission of Jurists Canada
Commission internationale de juristes Canada

Fonds
Georg Stellari

CENTRE
DE RECHERCHE
EN DROIT
PUBLIC



Université 
de Montréal
et du monde.

Programme de la conférence

Faculté de droit, Université de Montréal, Salon François-Chevrette (A-3464) + zoom
Vendredi, 1^{er} septembre 2023 (9h00 à 16h20)

« Droit international en droit interne : Développements récents et perspectives comparées »

Horaire	Thématiques	Conférencier.e.s
9h00	Mot de bienvenue	Pre Miriam Cohen (UdeM)
9h05	Topo d'ouverture	Mme Sarah-Michèle Vincent-Wright (doctorante, UdeM)
1er panel : Droit pénal international et Droit international des droits humains Président du panel : Pr Amissi Melchiade Manirabona (UdeM)		
9h15	Les rapports entre le droit interne et le droit international à la lumière de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice	Pr Vladyslav Lanovoy (U. Laval)
9h40	Le droit de l'extradition à l'épreuve du droit international	Pr Frédéric Mégret (McGill)
10h05	Le droit pénal international en droit canadien : réflexions sur l'arrêt <i>Bissonnette</i>	Pre Miriam Cohen (UdeM)
10h30	Pause	

2^{ème} panel : Droit de la santé, droit administratif et propriété intellectuellePrésidente du panel : Pre [Renée-Claude Drouin](#) (UdeM)

10h45	La mise en œuvre des normes de l'Organisation mondiale de la Santé en droit interne	Pre Catherine Régis (UdeM)
11h10	Le Tribunal canadien du commerce extérieur : un canal privilégié pour la mise en œuvre interne du droit international public	Pr Derek McKee (UdeM)
11h35	<i>SOCAN v. ESA</i> : le droit d'auteur canadien v. le droit international canadien	Pre Ysolde Gendreau (UdeM)
12h00	Dîner	
3^{ème} panel : Droit comparé (Italie / Europe / Brésil) Présidente du panel : Pre Konstantia Koutouki (UdeM)		
13h30	State Immunity under the Italian case law after the Constitutional Court's <i>Judgement no. 238/2014</i>	Pr Pietro Pustorino (LUISS, Rome)
13h55	The impact of Italian case law on the immunity of States in other national jurisdictions	Mme Anna Facchinetti (post-doctorante, Università di Pavia)
14h20	Droit international et droit interne au Brésil : pratique et défis	Pre Paula W. Almeida (Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro)
14h45	Pause	

4^{ème} panel : Jurisprudence récente de la Cour suprême du Canada
Président du panel : [Ledy Rivas Zannou](#) (doctorant, UdeM)

15h00	After the historic <i>Nevsun</i> ruling: the uncertain application of customary international law internally	Pr Errol P. Mendes (U. d'Ottawa)
15h25	L'arrêt <i>Québec inc.</i> de 2020 et les normes conventionnelles : A good work in progress, to be continued	Pr Stéphane Beaulac (UdeM)
15h50	La nouvelle Cour suprême du Canada, quelle potentielle cheffe de file pour l'utilisation du droit international dans l'interprétation des droits et libertés constitutionnels ?	Mme Lise Brun (doctorante, UdeM)
16h15	Mot de clôture	Pr Stéphane Beaulac (UdeM)
16h20	Cocktail de réseautage	

Biographie des conférencier.e.s

Pr [Stéphane Beaulac](#) (UdeM)

Stéphane Beaulac est professeur titulaire à l'Université de Montréal (droit) et avocat-conseil chez Dentons (litige). Formé en droit civil (Ottawa, *summa cum laude*) et en common law (Dalhousie, premier au programme national), il a fait ses études supérieures à Cambridge (LL.M., first class honour, et Ph.D., droit international). Il a été clerk à la Cour suprême du Canada, fellow Max Weber à l'Institut universitaire européen de Florence, fellow Neil MacCormick à l'Université d'Édimbourg, fellow James Flaherty à l'Université Collège de Cork, fellow Land Steiermark at l'Université de Graz, ainsi que professeur invité à Toulouse, à Amsterdam, à Ulster, à Trente, à Padoue, à Rome et à Berlin. Auteur, coauteur ou codirecteur d'une vingtaine de livres de droit, il a aussi rédigé plus de 100 articles et autres textes de doctrine publiés dans des revues savantes et auprès de maisons de renom (OUP, CUP, EE, Hart, Springer). Ses écrits lui ont valu des prix et sont cités régulièrement par la Cour suprême du Canada, de même qu'à quelques reprises par la Cour internationale de Justice de La Haye. Avocat membre du Barreau de l'Ontario et conseiller en loi au Barreau du Québec, son expertise a été sollicitée en outre à Québec (Assemblée nationale) et à Ottawa (nombreux comités parlementaires). Conférencier recherché, au pays et à l'étranger (Europe, USA, Australie), le professeur Beaulac est par ailleurs un intellectuel public, invité fréquemment à commenter l'actualité constitutionnelle et internationale (médias écrits, radio, télévision) et, à l'occasion, partageant son avis sur des enjeux juridiques dans des lettres d'opinion.

Pre [Miriam Cohen](#) (UdeM)

Miriam Cohen est professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les droits humains et la justice réparatrice internationale. Elle est la fondatrice du *Laboratoire sur les droits humains et la justice internationale* subventionnée par le *Fonds des leaders John-R.-Evans* de la *Fondation canadienne pour l'innovation* (FCI). Elle est également chercheuse au *Centre de recherche en droit public* (CRDP), au *Centre international de criminologie comparée* (CICC) et au *Centre d'études et de recherches internationales* (CÉRIUM). La Pre Cohen est l'auteure du livre *Realizing Reparative Justice for International Crimes* (Cambridge University Press, 2020), primé par le Conseil canadien de droit international et la Fondation du Barreau du Québec. Elle a travaillé à la Cour internationale de justice des Nations Unies et à la Cour pénale internationale, et a agi comme conseillère juridique devant le Tribunal international du droit de la mer. Ses travaux portent sur le droit international public, le droit pénal international et le droit international des droits humains.

Mme Sarah-Michèle Vincent-Wright (doctorante, UdeM)

Sarah-Michèle Vincent-Wright est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Montréal, dont le mémoire a été publié aux Éditions Thémis en 2021, et doctorante en droit, sous la codirection des Pr.e.s Stéphane Beaulac et Isabelle Duplessis. Ses intérêts de recherche portent principalement sur la promotion et la protection des droits des femmes au Canada et à l'international. Parallèlement à ses études, elle est la coordonnatrice scientifique de la *Chaire de recherche du Canada sur les droits humains et la justice réparatrice internationale* et de l'*Observatoire des mesures visant la sécurité nationale* en plus d'avoir été chargée de cours au sein de sa Faculté ainsi qu'auxiliaire de recherche et d'enseignement en droit international. Elle dirige également le Comité des affaires juridiques de l'organisme montréalais Info-Secte et siège au sein de son conseil d'administration. Membre du Barreau du Québec, elle a déposé un mémoire d'intervention à la Cour suprême du Canada avec les Pr.e.s Stéphane Beaulac et Miriam Cohen dans le cadre d'un pourvoi en 2022.

Pr [Vladyslav Lanovoy](#) (U. Laval)

Vladyslav Lanovoy est professeur adjoint en droit international public à la Faculté de droit de l'Université Laval. Il est membre du comité éditorial de la revue *The Law & Practice of International Courts and Tribunals* (Brill), directeur adjoint de l'Annuaire canadien de droit international (Cambridge University Press) et co-président et membre du conseil consultatif du groupe d'intérêt sur les cours et tribunaux internationaux (American Society of International Law). Avant de se joindre à l'Université Laval en 2021, il a été juriste adjoint à la Cour internationale de Justice et conseiller juridique adjoint à la Cour permanente d'arbitrage. Titulaire d'un doctorat en droit international décerné par l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, il est l'auteur de *Complicity and its Limits in the Law of International Responsibility* (Oxford : Hart Publishing, 2016), qui a été récompensé par le prix Paul Guggenheim. Il est un généraliste du droit international public et ses recherches portent principalement sur le droit de la responsabilité internationale, les cours et tribunaux internationaux, le droit de la mer, le droit international économique et le droit international des droits de la personne.

Pr [Frédéric Mégret](#) (McGill)

Frédéric Mégret est professeur titulaire en droit et détient une Chaire William Dawson à la Faculté de droit de l'Université McGill. Il a également été titulaire de la *Chaire de recherche du Canada en droits de la personne et pluralisme juridique* entre 2006 et 2015. En 2021, il a été nommé co-directeur du Centre sur les droits de la personne et le pluralisme juridique. Ses recherches portent sur le droit international général ainsi que le droit pénal international et le droit international des droits humains.

Pre [Catherine Régis](#) (UdeM)

Catherine Régis est professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, titulaire d'une *Chaire de recherche du Canada en droit et politiques de la santé* et d'une *Chaire Canada-CIFAR sur l'intelligence artificielle et les droits humains*. Elle est également Vice-rectrice associée à la planification stratégique, co-responsable du Hub santé – politiques organisations et droit (H-POD), membre académique associée à Mila (Institut québécois d'intelligence artificielle) et chercheuse au *Centre de recherche en droit public* (CRDP) et au *Centre d'études et de recherches internationales* (CERIUM). Elle co-dirige les travaux du groupe sur l'IA responsable du Partenariat mondial sur l'IA qui comprend 29 États Membres et elle a été choisie comme Fellow par le *UN's Institute for Training and Research's Program* (UNITAR) sur la diplomatie scientifique. Ses travaux, publiés dans de nombreuses revues nationales et internationales, portent principalement sur l'encadrement de l'IA au niveau national et international, l'intersection entre les droits humains et l'innovation, le droit international de la santé et le droit de l'Organisation mondiale de la Santé.

Pr [Derek McKee](#) (UdeM)

Derek McKee est professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Il enseigne dans les domaines du droit administratif et de la common law. Il a complété son doctorat en droit à l'Université de Toronto, où sa thèse a porté sur la législation canadienne et la gouvernance mondiale en matière d'aide au développement, d'évaluation environnementale, et d'exportation des médicaments. Ses recherches actuelles portent sur la réglementation des marchés publics au Canada, et notamment l'impact des nouveaux accords de libre-échange.

Pre [Ysolde Gendreau](#) (UdeM)

Diplômée de l'Université McGill (B.C.L., LL.B., LL.M.) et de l'Université de Paris 2 (doctorat en droit). Professeure à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, elle enseigne aussi ailleurs (Canada, France, Etats-Unis, Australie). Spécialisée en droit d'auteur, plus particulièrement ses aspects comparatifs et internationaux, et en relations internationales de la propriété intellectuelle. Responsable du chapitre canadien de *International Copyright Law and Practice*, alors édité par Paul Geller, de 1999 à 2013. Membre du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (1995-2000), présidente de l'ATRIP (Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property) (2003-2005), et présidente du groupe canadien de l'ALAI (Association littéraire et artistique internationale) (2006-2011). Organisatrice scientifique du congrès international 2018 de l'ALAI. Vice-présidente de l'ALAI et membre associée de l'Académie internationale de droit comparé. Son *Research Handbook on Moral Rights and Intellectual Property*, chez Edward Elgar, paraîtra cet automne (32 contributeurs internationaux).

Pr [Pietro Pustorino](#) (LUISS, Rome)

Professeur titulaire de droit international, directeur du *Center for International and Strategic Studies* et membre du *PhD Committee on Law and Business* à Luiss Guido Carli, Rome. Chercheur et professeur invité au sein de nombreuses universités européennes et non européennes (Université hébraïque de Jérusalem, Fordham Law School à New York, Prague et Toronto). Il a également été conseiller juridique du gouvernement italien. En 2020, il a été nommé membre du comité d'experts mis en place par le Ministère de l'environnement et de la protection de la terre et de la mer pour soutenir le G20 sur le climat et l'énergie en 2021 (Rome/Londres). Auteur de plusieurs livres et articles en italien, en anglais et en français portant sur de nombreux sujets de droit international public, il a récemment publié *Introduction to International Human Rights Law*, Asser Press/Springer, 2023.

Mme Anna Facchinetti (post-doctorante, Università di Pavia)

Docteure Anna Facchinetti est chercheuse à durée déterminée (*Ricercatore a tempo determinato di tipo A*) en droit international à l'Université de Pavie (Italie), département des sciences politiques et sociales. Elle a été engagée dans le cadre du partenariat italien [On Foods: Research and Innovation Network for Sustainable Food and Nutrition](#). En 2020, elle a obtenu un doctorat en « droit public, justice internationale et pénale » de la même université, en soutenant une thèse portant sur l'immunité des États et l'interlégalité. En plus de poursuivre ses recherches sur les immunités en droit international, elle a collaboré, lors de ses expériences ultérieures en tant que chercheuse post-doctorale, à des projets portant sur les droits des personnes handicapées et, actuellement, sur le droit à l'alimentation. Elle a participé à l'édition 2020-2021 du *Centre for Studies and Research of The Hague Academy of International Law* portant sur les épidémies et le droit international, en mettant l'accent sur l'immunité des États dans les procès liés aux épidémies. Elle a également été chercheuse invitée à l'*Institut Max Planck de droit procédural réglementaire international et européen du Luxembourg*.

Pre [Paula W. Almeida](#) (Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro)

Professeure de droit international et régional (depuis 2008) et directrice du *Centre for Global Law*, Getulio Vargas Foundation Law School in Rio de Janeiro (2003). Directrice du *Centre d'excellence Jean Monnet sur la gouvernance mondiale UE-Amérique du Sud*, parrainé par la Commission européenne (depuis 2019). Chercheuse associée à l'*Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne* (IREDIES). Membre brésilienne désignée du *Comité de l'Association de Droit International* (ADI) sur la procédure des cours et tribunaux internationaux. Présidente du *Latin American Society of International Law* (LASIL) Interest Group sur les « Cours et tribunaux internationaux ».

Pr [Errol P. Mendes](#) (U. d'Ottawa)

Le professeur Mendes est avocat, auteur, professeur et a été conseiller auprès de sociétés, de gouvernements, de groupes de la société civile et des Nations unies. Il a agi en tant qu'arbitre et commissaire des droits de la personne en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario et en tant que membre du Tribunal canadien des droits de la personne. En 2005-2006, il a été nommé conseiller principal au Bureau du Conseil privé du gouvernement du Canada. En 2009, il a été professionnel invité à la Cour pénale internationale de La Haye. En 2013, il a été *Visiting Fellow* à la Harvard Law School et *Visiting Scholar* à l'Université d'Oxford en 2020-2021. Ses domaines d'expertise comprennent le droit et la politique de gouvernance des secteurs privé et public, le droit des affaires et du commerce international, le droit international public, le droit constitutionnel et les droits humains. Il a enseigné dans ces domaines au sein de facultés de droit à travers le Canada et est actuellement professeur titulaire à l'Université d'Ottawa, située dans la capitale nationale. Il a été commissaire à la Commission ontarienne des droits de la personne de 2009 à 2019 et président national de la *Commission internationale des juristes* (CIJ), section canadienne, depuis 2014. Il est l'auteur, le co-auteur ou l'éditeur de onze livres dans son domaine d'expertise. Il a été investi dans l'Ordre de l'Ontario le 20 janvier 2016. Le 25 mai 2016, il a reçu l'une des plus hautes distinctions du Barreau du Haut-Canada, la médaille du Barreau. En novembre 2019, il a été admis comme membre de la Société royale du Canada.

Mme Lise Brun (doctorante, UdeM)

Lise Brun est candidate au doctorat en droit à l'Université de Bordeaux en France (*Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État*) et à l'Université de Montréal au Canada (*Centre de Recherche Interdisciplinaire sur la Diversité et la Démocratie*). Ayant bénéficié d'un financement du gouvernement français, elle a été chargée pendant trois ans de la coordination du pôle Canada de l'Institut des Amériques qui se trouve accueilli au sein des locaux du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. Elle a été également chargée de cours en droit constitutionnel et assistante de recherche en France et au Québec. Dans le cadre de son doctorat, elle s'intéresse particulièrement à la manière dont les juges actuels de la Cour suprême du Canada utilisent les sources non-canadiennes, comprenant aussi bien le droit international que les droits d'autres pays, dans l'interprétation des droits et libertés constitutionnels des Canadiens. De manière plus générale, ses travaux portent sur les transformations du travail des juges gardiens des libertés fondamentales dans le contexte de la mondialisation et de la montée en puissance du populisme et de l'illibéralisme.